

LUTTE DE CLASSE

POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS

MARS 1968.

Une victoire syndicale

Depuis quelques années, le nombre des chômeurs n'a pas cessé d'augmenter en France et il ne se passe pas de jour sans que l'on apprenne de nouveaux licenciements ou des réductions d'horaires qui amputent sérieusement des salaires déjà modestes. En général, les patrons agissent habilement, préférant la tactique des petits paquets plutôt que celle des licenciements massifs, plus voyante et qui peut provoquer la réaction plus ou moins violente des travailleurs comme à Saint-Nazaire en 1964. En fractionnant les renvois, en laissant planer la menace de licenciements futurs, et le doute sur leur nombre, les patrons essaient d'empêcher une riposte ouvrière.

Mais le mécontentement des travailleurs dont les explosions de colère périodiques sont la preuve (CAEN, LE MANS) finirait bien par déboucher sur une lutte efficace si les patrons ne recevaient pas, comme d'habitude, l'aide des organisations syndicales. Leur rôle apparaît une fois de plus clairement à l'occasion de l'accord sur l'indemnisation du chômage partiel signé le 22 février avec les représentants du patronat.

De quoi s'agit-il?

Après de longs marchandages au sommet entre bureaucrates syndicaux et dirigeants patronaux, ces derniers ont fait l'aumône d'accorder aux travailleurs dont l'horaire descend au-dessous de 40 heures mais qui conservent leur emploi, une indemnité de 1,10 francs de l'heure pendant 160 heures par an. Quand on sait ce que représente sur la paie d'un travailleur une diminution d'horaire au-dessous de 40 heures, parfois le quart du salaire saute ainsi à la fin du mois, on mesure encore une fois la générosité bien connue des patrons ainsi que l'ampleur de la victoire clairomnée par les syndicats. Car ceux-ci se sont félicités, on n'est jamais si bien servi que par soi-même, de cet accord, salué comme une intéressante reprise du dialogue avec les patrons.

Bien sûr, il est un peu gênant que les 5 ou 600.000 chômeurs partiels des industries les plus touchées par le sous-emploi, surtout l'habillement, le bois, la faïence, soient exclus de cet accord, mais ne reçoivent-

.../...

ils pas déjà 1,10 francs de l'heure de l'Etat pendant 320 heures? De telles largesses leur permettant de ne pas mourir de faim tout de suite, les patrons de ces industries ont refusé de signer l'accord sans que les syndicats interrompent les négociations pour autant. Ainsi ce sont seulement 50.000 chômeurs partiels environ qui vont bénéficier des miettes patronales. C'est certainement une victoire mais pour les patrons et qui ne leur coûte pas cher.

Mais l'essentiel n'est pas là.

Le plus important, c'est qu'à aucun moment le droit des patrons de virer les travailleurs quand il leur plaît ou de réduire les horaires à leur guise, n'est contesté. Dans le système capitaliste, les patrons commandent et décident de notre vie, pas question pour les syndicats d'essayer d'y changer quelque chose, de lutter pour être traités autrement que des machines que l'on règle à la demande et que l'on jette après usage.

Les patrons veulent des chômeurs, on s'installe dans le chômage; pas question de refuser les licenciements, d'être tous solidaires puisque tous menacés et de lutter pour que chacun conserve son salaire. On se contente de pleurer auprès des patrons une compensation dérisoire pour les futurs chômeurs partiels. Tant pis pour les centaines de milliers de chômeurs réels et pour ceux qui vont le devenir. Car plutôt que d'indemniser même médiocrement plusieurs centaines de travailleurs dans sa boîte, le patron ne préférera-t-il pas licencier carrément quelques travailleurs pris individuellement de façon à conserver un même horaire à ceux qui restent, puisque de toute façon il est assuré qu'il n'y aura pas de lutte sérieuse grâce à ses alliés syndicaux. En effet, comme d'habitude, ceux-ci se contentent de se dépenser en paroles, en bourrage de crâne, en actions soigneusement isolées ou limitées, en marches folkloriques ou en grèves tournantes dont l'inefficacité n'est un secret pour personne. Mais comme tous ces semblants d'action finissent par lasser les travailleurs, les syndicats montent de temps à autre une opération publicitaire à grand spectacle, comme une grève de 24 heures ou un accord avec les patrons au niveau national tel celui qui vient d'être signé.

Remarquons au passage la grosse astuce des bonzes de la C.F.D.T. qui ont refusé de signer au dernier moment après avoir négocié l'accord avec les autres syndicats. Cela leur donne l'espoir d'apparaître comme plus durs que la C.G.T. auprès des travailleurs qui attendent encore quelque chose des syndicats.

Le rôle des syndicats dans la société capitaliste moderne consiste à faire tenir tranquilles les travailleurs tout en leur faisant accepter les décisions des capitalistes. Ceux qui veulent lutter doivent s'organiser eux-mêmes sur leurs lieux de travail sans espérer que quelqu'un d'autre, parti, syndicat ou groupuscule puisse le faire à leur place.

Pour ceux qui font semblant de s'intéresser à l'origine de nos ressources, précisons que le coût de ce bulletin (coût total = 70 francs) a été intégralement couvert par les cotisations des militants du G.L.A.T. et les contributions de ses sympathisants.

Luttes ouvrières ignorées

Dans les pays sous-développés, la classe ouvrière est encore peu importante. Certains militants qui se veulent révolutionnaires, et qui sont en général sincères, en déduisent qu'il faut reporter ses espoirs sur la paysannerie. Sans vouloir ici réfuter en détail ce point de vue, nous allons décrire deux grèves ouvrières. C'est un élément que nous apportons pour une discussion.

La première grève s'est déroulée en Turquie et a été mentionnée par la presse bourgeoise, notamment le journal " LE MONDE ". La deuxième a eu lieu au Venezuela, dans les transports municipaux de Caracas; elle a été décrite dans le bulletin " INTERNACIONALISMO " édité par un groupe révolutionnaire vénézuélien.

La grève de ZONGULDAK, en Turquie.

Le 5 février dernier, les mineurs des mines de charbon de la région de Zonguldak, près de la Mer Noire, ont refusé de descendre dans les puits, marché sur la ville, attaqué les dirigeants des mines et résisté aux flics. La grève a duré trois jours.

Le salaire minimum journalier des mineurs était d'un peu moins de 500 anciens francs. Encore avait-il été légèrement augmenté en 1965 à la suite d'émeutes qui avaient fait plusieurs morts. En 1967, une augmentation importante avait bien été décidée par le Ministère du Travail mais l'entreprise d'Etat qui possède les mines ne l'a jamais appliquée.....

Face aux conditions de vie misérables des travailleurs, les dirigeants de la Confédération des syndicats ouvriers de Turquie, affiliée à la C.I.S.L. c'est-à-dire aux mains des syndicats américains, vivent, paraît-il, "à l'américaine", comme leurs grands patrons. En 1967, une seconde centrale a été constituée mais elle ne semble guère avoir capté la confiance des ouvriers.

Rien d'étonnant donc à ce que les mineurs aient décidé d'agir par eux-mêmes en se passant de l'intermédiaire des syndicats.

Cela leur a assez bien réussi puisque, d'après "Le Monde", ils auraient obtenu satisfaction sur les salaires. Le 21 février, une convention collective aurait été signée leur accordant les augmentations promises depuis 1963.

La grève dans les transports municipaux de Caracas.

Les ouvriers de l'entreprise municipale de transports ont fait grève pendant plusieurs semaines pour leurs revendications. Beaucoup ont été arrêtés.

La tactique du syndicat a consisté à isoler les travailleurs en lutte. Cette tactique n'est pas inconnue en France mais elle s'imposait avec une force particulière à Caracas car plusieurs dirigeants syndicaux étaient en même temps conseillers municipaux et actionnaires d'autres entreprises de transport, ce qui explique qu'ils n'étaient pas pressés d'y étendre la grève.

.../...

Un lundi, un décret présidentiel a déclaré la grève illégale et, sans accepter aucune revendication des travailleurs, leur a donné l'ordre de retourner au travail.

Le même jour, le syndicat des transports, sans consulter les ouvriers, a donné le mot d'ordre de "suspension de la grève" en invoquant le respect de la loi.

Comme l'écrivent les camarades d' "INTERNACIONALISMO": " ... les " ouvriers doivent comprendre qu'ils ne peuvent confier leurs intérêts à " des organisations qui au fond défendent les intérêts de l'Etat capita- " liste et que l'unique manière de lutter pour la défense de leurs intérêts " est de s'organiser en Comités d'usine dirigés par eux-mêmes ".

Cette conclusion nous paraît valable pour Paris comme pour Berlin, pour New-York comme pour Moscou, pour Caracas comme pour Zonguldak.

La matraque (suite)

Le lundi 11 mars, 3.000 ouvriers de REDON ont manifesté. Ce chiffre est important pour une petite ville comme Redon (un peu plus de 10.000 habitants), même si des ouvriers de pays voisins ont participé à la manifestation.

La participation élevée s'explique probablement par le fait que la principale revendication était anti-hiérarchique: 30 anciens francs de l'heure pour tous.

La manifestation était à l'origine prévue pour appuyer une entrevue des dirigeants syndicaux avec le sous-préfet et le maire.

Résultat des entretiens: le maire est pour une augmentation des salaires minima; le patronat tiendra à la sous-préfecture une réunion d'information sur les salaires et le chômage dans la région.

Plusieurs heures d'attente pour en arriver là, les manifestants n'ont pas apprécié la plaisanterie; passant outre aux supplications des cadres syndicaux, ils sont allés couper la voie ferrée.

Les C.R.S. et gendarmes ont immédiatement chargé, blessant 10 ouvriers; mais ces derniers, peu décidés à se laisser matraquer sans réagir, ont réussi à blesser 21 flics.

Les patrons ont ensuite refusé de se rendre à une réunion organisée par le sous-préfet.

Ils sont cependant revenus rapidement sur cette attitude provocatrice et ont proposé 10 anciens francs de l'heure d'augmentation. C'est peu mais auraient-ils fait cette concession si les ouvriers de REDON ne s'étaient pas battus?

! Les changements d'horaire ou d'équipe ne te permettent pas de !
! lire LUTTE DE CLASSE chaque mois. Demandes à recevoir ce bulletin par !
! la poste (gratuitement) en écrivant à l'adresse indiquée au bas de la !
! page 6. !

Dirigeant "socialiste"

Pendant des années, les travailleurs tchèques ont entendu leurs dirigeants les prévenir contre les séductions et les dangers des pays capitalistes. On leur a demandé nuit et jour d'être vigilants, de se serrer la ceinture et, sous l'aile protectrice du Parti, de résister aux attaques de l'ennemi de classe.

L'un des dirigeants, le général SEJNA, major général des armées, s'était fait particulièrement remarquer par son ardeur à convaincre ses compatriotes des bienfaits du "socialisme".

Or, au début du mois, les travailleurs tchèques ont appris avec une intense stupéfaction, que le brave général venait de s'enfuir aux U.S.A. parmi les affreux capitalistes qu'il dénonçait avec violence récemment encore. Que s'était-il passé?

Tout simplement, le général SEJNA allait perdre sa place de dirigeant appointé; une bonne place d'ailleurs, d'après ce qu'en racontent les hebdomadaires tchèques "Obrana Lidu", organe du ministère de la défense et "Kulturni Noviny" revue du ministère de la culture, cités par "Le Monde" du 12 mars. Le général menait en effet la grande vie et ses besoins d'argent l'avaient amené à trafiquer des semences fourragères de l'Etat, ce qui lui permit d'offrir à sa maîtresse le rêve de sa vie, un chalet de week-end en Bohême. Lui-même s'offrant une vieille maison paysanne transformée aux frais de l'armée, l'écurie en bar et l'auge des chevaux en réfrigérateur.

Tous ces tripotages, que certains croyaient réservés aux pays capitalistes, seraient passés complètement inaperçus s'il n'y avait en ce moment en Tchécoslovaquie, un grand chambardement. Une nouvelle équipe de bureaucrates est en train de virer l'équipe stalinienne du Président NOVOTNY, jugée incapable de faire passer le pays à un stade d'économie plus avancée, en clair de mettre en place de nouvelles méthodes pour mieux exploiter les travailleurs.

Comme c'est l'habitude en pays dits socialistes, on en apprend de croustillantes en ces moments là sur les chefs géniaux et vénérés de la veille: fou criminel comme STALINE, saltimbanque incapable comme KROUTCHEV, escroc malin comme le général SEJNA. Car ce dernier, devant la triste perspective d'avoir à rendre des comptes a préféré changer complètement son fusil d'épaule et continuer la belle vie aux U.S.A.

" DES TRAVAILLEURS PARLENT " : une petite brochure que tu peux demander
en écrivant à l'adresse figurant au verso.

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de cheffillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, par pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : **Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX^e.**